

L'extrême droite progresse en Norvège, mais le monde syndical lui résiste

Comme partout en Europe, la Norvège est en proie à une progression rapide des forces et des idées d'extrême droite. Le lundi 8 septembre se tenaient donc des élections législatives à haut risque. Si finalement la gauche a fini par remporter les élections législatives et est parvenue à se maintenir au pouvoir, la droite nationaliste (FrP) double son score par rapport à 2021 et devient la deuxième force politique du pays, largement devant la droite libérale.

Des élections lors desquelles ont été constatés un tassement électoral de la coalition de centre-gauche au pouvoir et une percée indéniable de l'extrême droite populiste.

Dans une société prospère et à l'activité dynamique, les tentatives d'explication de la progression de l'extrême droite par des facteurs sociaux ou les conséquences de la seule crise économique peuvent sembler courts.

Une économie qui reste pourtant prospère.

On a pour habitude d'associer la montée de l'extrême droite aux difficultés économiques. Selon la Banque mondiale, la Norvège est, pourtant, en parité de pouvoir d'achat et en dollars courants, le septième pays le plus riche du monde en termes de PIB par habitant. Au regard de ce critère, qui permet de lisser les différences de niveaux de prix, le niveau de vie des Norvégiens est supérieur de 7,6 % à celui des Suisses, de 17,8 % à celui des États-Uniens et de 65 % à celui des Français.

La Norvège est riche de ses ressources pétrolières et gazières qui représentent jusqu'à 22% de son PIB. Des ressources naturelles qui leur permettent d'alimenter le secteur de la construction navale et les industries d'extraction. Les revenus de cette manne sont collectés par un fonds souverain qui est le plus grand du monde et détient aujourd'hui près de 2 000 milliards de dollars d'actifs.

Même si la Norvège fait face comme partout en Europe d'un tassement de sa productivité au travail, à une augmentation de sa dette (notamment de la dette des ménages qui est alimentée par l'inflation continue des prix des logements) elle parvient à maintenir un taux de croissance qui reste raisonnable.

Alors pourquoi l'extrême droite progresse autant ?

L'économie Norvégienne repose en grande partie sur une ressource unique : le pétrole. La dépendance aux hydrocarbures représente une force, mais aussi un risque pour l'avenir dans une perspective où les gisements ne sont pas inépuisables. Afin de diversifier son économie et préparer l'avenir le gouvernement a procédé à des investissements dans des secteurs comme ceux de la tech notamment, investissements qui ont conduit à des augmentations successives d'impôts dans un contexte inflationniste. Ce double effet a profité aux discours des populistes, qui comme partout ailleurs surfent sur le ralentissement économique (même si comme nous l'avons vu est en Norvège il est extrêmement limité) pour assoir un climat anxiogène et propice au déversement des idées de rejet, de repli et de haine.

L'implantation de l'extrême droite en Norvège n'est pas nouvelle, elle remonte aux années 1970. Dans un pays où l'Etat Providence est fortement développé, un parti, le Parti du Progrès (FrP)¹ a su capitaliser sur le rejet d'une part de la population de la pression fiscale.

La campagne électorale a porté sur le coût de la vie, les inégalités, les services publics et la fiscalité, notamment la taxe sur le patrimoine des particuliers. L'originalité du système fiscal norvégien réside dans sa taxation annuelle du patrimoine, adoptée dès 1892 afin de financer l'État-providence et participer à la réduction des inégalités dans le pays. Cette taxe concerne actuellement les patrimoines supérieurs à 1,7 million de couronnes norvégiennes (environ 144 000 euros). Le taux standard est de 1%, et il monte à 1,1% pour les patrimoines très élevés (plus de 20,7 millions de couronnes). Les conservateurs veulent désormais la réduire et le mal nommé Parti du progrès souhaite la supprimer entièrement.

On parle d'une extrême droite plus « soft », dans le sens où elle ne remonte pas à une tradition proprement fasciste, même si elle partage toutes les thématiques classiques des droites ultras : Anti-immigration, rhétorique contre les élites, de même qu'un nationalisme rétif à toute intégration européenne.

C'est donc une sorte de syncrétisme entre orientations économiques ultra-libérales et positions classiques sur une immigration « mère de tous les maux ».

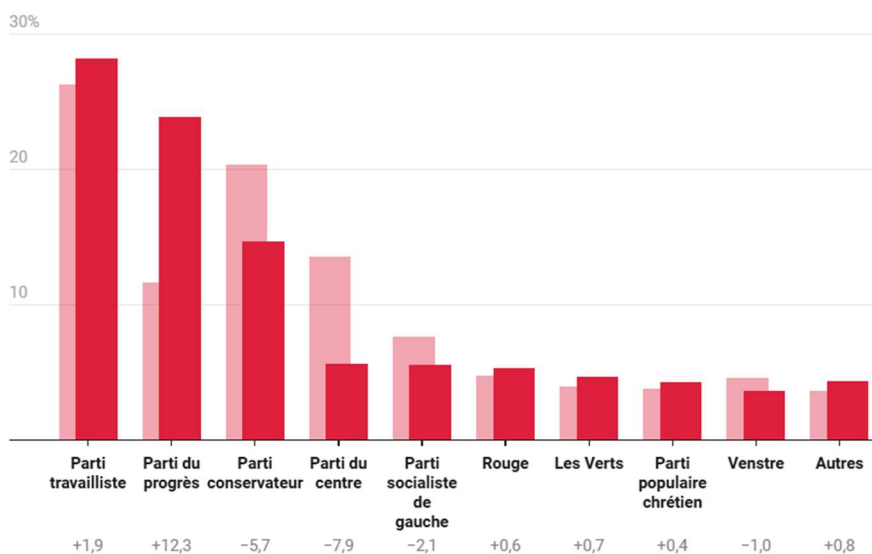
Avec 23,9 % dans l'ensemble de l'électorat, l'extrême droite norvégienne obtient le meilleur score de son histoire.

¹ Le Parti du Progrès a été fondé en 1973 sous le nom, très révélateur, de "Parti pour une forte réduction des impôts, des taxes et de l'interventionnisme public".

Résultats des élections législatives en Norvège

En % des suffrages.

■ 2021 ■ 2025



Graphique: Le Grand Continent • Source: Valgdirektoratet

L'extrême droite et le syndicalisme en Norvège.

Les 4 grandes confédérations syndicales : LO (Landsorganisasjonen i Norge) qui est la plus grande. Ensuite Unio, Akademikerne, et YS sont à des degrés divers engagées contre l'extrême droite.

Il est important de rappeler ici que le taux de syndicalisation en Norvège est autour de 50 % et que les syndicats jouent un rôle central dans la négociation collective, les accords salariaux, la protection des travailleurs. Leur voix est donc loin d'être négligeable.

Les syndicats en Norvège ne sont pas en soutien d'une extrême-droite qu'ils ont plutôt tendance à combattre. Ils défendent en effet les droits des travailleurs migrants, l'équité, les droits des femmes et l'accès à la protection sociale. Cela peut créer des tensions si un parti de droite ou de l'extrême droite propose des politiques discriminatoires ou des restrictions qui affecteraient les droits des travailleurs étrangers d'après une étude de l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo.²

Il existe également un mouvement dit "For Velferdsstaten" (Campaign for the Welfare State)³ : c'est une alliance large de syndicats, et d'autres organisations sociales, qui vise à défendre l'état-providence, résister

² <https://www.prio.org/comments/1143>

³ <https://velferdsstaten.no/english/who-are-we/>

à la dérégulation, à la privatisation. Ce type d'alliance tend à s'opposer clairement aux idéologies de l'extrême droite sur le plan économique, social et culturel.

Le FrP Parfois s'exprime souvent en direction des travailleurs, en insistant sur le ressentiment économique, sur le sentiment de déclassement, et sur les tensions nées de la présence de travailleurs immigrés. Mais les syndicats norvégiens ont une forte tradition de solidarité, ce qui limite la capacité de l'extrême droite à imprégner réellement le monde syndical.

Discours et mobilisation électorale : LO (principal syndicat Norvégien) appelle à ne pas voter FrP.

Lors de la campagne pour les élections législative, la direction de LO a publiquement mis en garde ses membres contre le FrP, en pointant l'impact des propositions du parti (suppression des impôts sur la fortune, favorisant les riches, rejet de la nécessaire transition énergétique par le parti populiste qui menace des milliers d'emploi dans l'industrie).

La position de LO a été sans ambiguïté et illustre de façon explicite le rejet et le combat contre l'extrême droite mené par une large frange du monde syndical Norvégien.